



Intervention de Solidaires au rassemblement des salarié-es de Valéo devant le siège de l'entreprise le 17 septembre 2024

L'Union syndicale Solidaires est ici aujourd'hui pour soutenir la lutte des salarié-e-s des trois sites de Valeo, qui sont menacés de fermeture.

D'un côté, on a Valeo qui, en début d'année, se vantait d'un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros, en hausse de 11 % en 2023. Et de l'autre côté, on a des travailleurs et des travailleuses, qui risquent de perdre leur emploi du jour au lendemain.

Il ne faut pas oublier que Valeo a profité massivement de l'argent public. Entre les aides COVID, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, et l'activité partielle de longue durée, cette entreprise a été largement subventionnée...

Encore une fois, ce sont les salarié-e-s qui payent le prix des choix de dirigeants uniquement tournés vers le profit et les actionnaires.

Et Valeo n'est pas un cas isolé. Cet été, les fermetures d'usines se sont multipliées ! On pense aux salarié-es de MA France, de Caddie en Alsace, de Bosh à Mondeville, d'Ascometal, aux salarié-es de Poulain dans le Loir-et-Cher qui semblent avoir un répit car l'entreprise a été reprise aujourd'hui par Andros, et encore tant d'autres. En juin 2024, 38 usines étaient déjà fermées ou sur le point de l'être.

Pour l'Union syndicale Solidaires, ça ne peut pas continuer comme ça. La loi du profit ne doit pas dicter la vie des salarié-es !

Nous sommes dans un contexte d'inflation galopante, de précarité qui explose, de conditions de travail qui se dégradent chaque jour. Il est urgent d'agir.

En tant que syndicat de lutte et de transformation sociale nous demandons de nouveaux droits syndicaux pour permettre aux salarié-e-s et à leurs représentants de bloquer les licenciements et les fermetures d'usines. Les travailleurs doivent pouvoir protéger leurs emplois et leurs savoir-faire ! Il faut un droit de Vêto des CSE

Nous exigeons que l'argent public versé aux entreprises soit conditionné. Si une entreprise reçoit des aides de l'État, elle doit avoir des contreparties sociales et environnementales.

Il faut aussi socialiser les outils de production et faciliter la reprise des entreprises par les salarié-es sous forme de SCOP, comme les salarié-es Durallex l'ont fait. On sait très bien que les travailleurs et travailleuses gèrent souvent mieux leur entreprise que les actionnaires, car ils et elles priorisent la qualité et la pérennité de la production.

Enfin, il est temps d'abroger la réforme des retraites, ainsi que les lois chômage et les lois travail qui détruisent l'emploi et les droits sociaux. Il faut des salaires dignes et des pensions qui permettent de vivre.

Mais tout cela ne se fera pas tout seul. Il faut construire un rapport de force. Nous devons nous organiser sur tous les lieux de travail, dans les entreprises du public comme du privé, et dans toutes nos organisations syndicales.

La grève interprofessionnelle du 1er octobre est une étape clé. Elle doit être préparée dans cet esprit : nous battre ensemble pour nos droits.

Le capitalisme n'apporte que précarité et concurrence entre salarié-e-s. Face à ça, nous avons une alternative : une société basée sur de vrais droits sociaux pour toutes et tous.

En conclusion, nous le redisons, l'Union syndicale Solidaires vous apporte toute sa solidarité. Votre lutte est notre lutte. Nous sommes à vos côtés, et nous continuerons à vous soutenir dans chaque étape de votre combat pour la préservation de vos emplois et de vos droits. Votre mobilisation est un exemple de courage et de détermination face à l'injustice. Ensemble, unis, nous pouvons remporter cette bataille !